

Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL.

Absents :

Gérard LANNELONGUE.

PLAN DE REDYNAMISATION de MONTPELLIER Avenant n°1 Approbation

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Du fait de la réforme de la carte militaire de juillet 2008, le bassin économique montpelliérain a été touché par la fermeture, en 2010, de deux sites de formation des armées : l'Ecole d'application de l'infanterie (EAI) et l'Ecole militaire supérieure d'administration et de management (EMSAM).

L'empreinte économique totale du départ des deux écoles s'élève à 1706 emplois et représente une perte de richesse de 96 millions d'euros.

En conséquence, un Plan Local de Redynamisation (PLR) a été signé entre l'Etat, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole en date du 22 mai 2012.

Le PLR, conclu à hauteur de 3 878 000€, s'est accompagné d'un soutien de l'Etat de 1 500 000€ de crédits FRED et FNADT. Les collectivités territoriales signataires ont consolidé les engagements de l'Etat par un concours financier complémentaire.

Le PLR de Montpellier se décline en quatre axes :

- Axe 1 : Proposer une programmation urbaine innovante pour la reconversion des sites de l'EAI et de l'EMSAM
- Axe 2 : Développer des infrastructures économiques performantes
- Axe 3 : Accroître l'attractivité et la compétitivité du Territoire
- Axe 4 : Favoriser l'insertion des publics prioritaires

Afin de permettre la poursuite et l'achèvement des opérations inscrites au PLR ainsi que la mise en œuvre des adaptations proposées par les collectivités signataires, le Comité technique du commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) s'est réuni en date du 21 juin 2015, et a approuvé la prolongation du Plan local de redynamisation (PLR) de Montpellier de deux années. Cette prorogation n'est pas reconductible et doit faire l'objet d'un avenant approuvé par les collectivités signataires du PLR.

Ainsi, au vu du bilan du PLR constatant la nécessaire adaptation de certaines actions et la présence de reliquats disponibles, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier sollicitent la prolongation de la durée du PLR des deux ans maximum autorisés, soit jusqu'au 22 mai 2017, et proposent qu'un avenant au PLR entérine à cette occasion la révision de certaines actions et le financement d'une nouvelle action par redéploiement des reliquats de crédits libres d'emploi.

Ces révisions et redéploiements permettent d'utiliser dans le cadre de l'avenant, l'ensemble des fonds restants, soit un total de :

- 680 000 euros (H.T) dans le cadre du Fond National d'Aménagement des Territoires (FNADT).
- 249 830 euros (H.T) dans le cadre des Fonds pour les Restructurations de la Défense (FRED).

Actions inscrites au PLR et concernées par l'avenant proposé

Action 4 : Cette action, relative à la réalisation d'un VEAS de type éco-construction, bénéficie du reliquat FNADT (90 000€) de l'action 8, soutien à la mise en œuvre de chantiers d'insertion. Ainsi, le montant total des fonds accordés par l'Etat (FNADT) s'élèvent pour cette action à 530 000 € (H.T).

Objectifs poursuivis et résultats attendus : Le VEAS constitue une réponse immobilière locative favorisant les activités artisanales dédiées à l'éco-construction dans son ensemble. Ce bâtiment sera également un outil adapté à la promotion et à la valorisation de la filière éco-construction.

Action 7 : Cette action est relative à l'aide à l'implantation d'entreprises et à la création d'emploi par la mise en place d'un fond dédié au développement des entreprises sur le territoire de la Métropole. Cette action, qui bénéficie d'un soutien de l'Etat (FRED) à hauteur de 105 000 euros (H.T) est intégralement reconduite dans le cadre de l'avenant n°1 au PLR.

Objectifs poursuivis de l'action 7 : Favoriser l'implantation, l'investissement des entreprises et la création d'emplois, en ciblant un soutien financier pour la création d'emploi à destination des entreprises de la French Tech.

Enjeux économique pour le territoire dans le cadre du dispositif French Tech : Revitalisation du territoire, l'initiative French Tech vise à faire émerger une équipe d'entreprises championnes, qui participera au rayonnement de la France à l'international, et aura un rôle d'entraînement sur le tissu économique local.

Action 8 : Soutien à la mise en œuvre de chantiers d'insertion. Il s'agit de favoriser le développement de chantiers d'insertion visant à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi durable. Réalisation d'au moins 2 chantiers supplémentaires en 2015 et 2016.

Le soutien de l'Etat (FNADT) prévu dans le cadre de l'avenant s'élève à 150 000 euros (H.T).

Objectifs poursuivis : Développer des actions d'insertion professionnelle, de type chantier d'insertion, permettant :

- d'amener les personnes à une plus grande autonomie.
- de permettre l'acquisition de savoirs, savoir-faire et savoir-être nécessaires pour occuper un emploi.
- de favoriser l'accès à un premier niveau de qualification en valorisant les compétences acquises.
- de créer des passerelles vers l'emploi ou la formation professionnelle.

Rappel des objectifs en termes d'emplois par chantier : 3 à 4 sorties vers un emploi durable (CDI, CDD ou période d'intérim supérieure à 6 mois) / 3 à 4 sorties vers un emploi de transition (CDD ou période d'intérim de moins de 6 mois) / 3 à 4 sorties positives (formation qualifiante).

Action 10 : Il est proposé d'intégrer dans l'avenant au PLR de Montpellier une nouvelle action intitulée « développer l'offre foncière à destination des entreprises sur le parc d'activités Descartes ».

Maître d'ouvrage / porteur de projet : Montpellier Méditerranée Métropole / SAAM

L'action 10 bénéficie du reliquat FRED (144 830€) des actions 1, 2, 3, 6 et 9 du PLR : Cette action vise à l'aménagement du parc d'activité Descartes sur la commune de Lavérune.

Objectifs poursuivis :

- Offrir des opportunités foncières aux PME de la Métropole,
- Accueillir des activités artisanales, industrielles créatrices d'emploi,
- Concevoir un aménagement qui favorise des PME/PMI dans le respect de l'environnement.

Description du projet : Le parc d'activités « Descartes » s'intègre au sein du pôle artisanat productif à l'ouest du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole situé sur la Commune de Lavérune et vient donc conforter la destination économique de ce secteur.

L'avenant proposé intègre dans son annexe le bilan détaillé du Plan Local de Redynamisation, ainsi que les documents rappelant notamment les enjeux et les objectifs poursuivis, action par action.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'avenant n°1 du Plan Local de Redynamisation de la Ville de Montpellier joint à la présente délibération,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2015